

## MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

### GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX

#### Cahier des Clauses Techniques Particulières N°E25 0500

## Table des matières

<b>ARTICLE 1 – PREAMBULE .....</b>	<b>4</b>
1.1 <i>Le programme national de prévention des déchets 2021-2027 .....</i>	4
1.2 <i>Vocabulaire .....</i>	4
1.3 <i>Pré requis .....</i>	5
<b>ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 – PRESTATIONS DE SERVICE ATTENDUES .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4 – BESOINS A SATISFAIRE ET CONDITION D'EXECUTION .....</b>	<b>7</b>
4.1 – <i>Généralités .....</i>	7
4.2 <i>Mise à disposition des matériels nécessaires à l'entreposage des déchets .....</i>	7
4.3 – <i>Enlèvement et transport des déchets vers les lieux de traitement ou de regroupement : .....</i>	10
4.4 <i>Traiter les déchets triés ou en mélange, Déchets alimentaires .....</i>	11
4.5 <i>Erreur de tri .....</i>	11
4.6 – <i>Délais d'exécution .....</i>	11
4.7 – <i>Délais de communication : .....</i>	12
4.8 – <i>Plan Blanc : .....</i>	13
<b>ARTICLE 5 – BESOINS SPECIFIQUES PAR FILIERE : .....</b>	<b>13</b>
5.1 – <i>Filière DMA .....</i>	13
5.2 – <i>Filière DCT .....</i>	14
5.3 <i>Filière plastique .....</i>	15
<b>ARTICLE 6 – La facturation .....</b>	<b>16</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>17</b>
<i>E25_0500_CCTP_Annexe 1_Equipements et frequence enlevement .....</i>	17
<i>E25_0500_CCTP_Annexe 2_Sites et contacts .....</i>	17
<i>E25_0500_CCTP_Annexe 3_Tonnage .....</i>	17
<i>E25_0500_CCTP_Annexe 4_Présentation des sites .....</i>	17
- <i>Croix Rousse .....</i>	17
- <i>Frederic Dugoujon .....</i>	17
- <i>GHE .....</i>	17
- <i>Henry Gabrielle .....</i>	17
- <i>Lyon Sud .....</i>	17



-	<i>Pierre Garraud</i> .....	17
-	<i>Ste Eugénie</i> .....	17
-	<i>Plan de masse Hopital Croix Rousse</i> .....	17
-	<i>Plan de masse Frederic DUGOUJON</i> .....	17
-	<i>Plan de masse Pierre Garraud</i> .....	17

## **ARTICLE 1 – PREAMBULE**

Les établissements concernés sont cités dans l'annexe au CCTP liste des sites

### **1.1 Le programme national de prévention des déchets 2021-2027**

Ce Programme comprend les 5 axes suivants :

- Axe 1 – Favoriser l'éco-conception.
- Axe 2 – Allonger la durée de vie des produits.
- Axe 3 – Développer le réemploi et la réutilisation.
- Axe 4 – Lutter contre le gaspillage et réduire les déchets
- Axe 5 – Engager les acteurs publics dans des démarches de prévention des déchets

Ainsi le groupement de commandes à la volonté de continuer dans cette démarche afin d'atteindre des objectifs fixés en termes de valorisation matière de 20 % pour 2030

### **1.2 Vocabulaire**

Tout hôpital est désigné ci-après par le terme site producteur de déchets ou hôpital ou établissement, ou groupement de commandes.

Tout prestataire de service est désigné par le terme prestataire ou titulaire. Le terme référent désigne la personne chargée du suivi et de la bonne exécution du présent contrat au niveau de chaque établissement.

La gestion des déchets de tous les établissements des Hospices Civils de Lyon sont gérés par la coordination déchets avec une coordonnatrice centrale de la Direction de la Production et de la Logistique (DPL) et quatre référents déchets basés sur les quatre groupements hospitaliers avec une répartition de tous les sites HCL, qu'ils soient hospitaliers, logistiques ou administratifs, par référents déchets.

Le terme d'Élimination désigne l'ensemble des phases suivantes :

- Entreposage
- Transport
- Traitement

En fonction de leur production et de la création de nouvelles Responsabilités Élargies du Producteur, les sites pourront orienter leurs déchets vers les Eco-organismes. Ce flux ne sera alors plus intégré au marché.

Les déchets, visés par le présent marché, sont :

#### **Pour le lot 1**

- Des DNDR (Déchets Non Dangereux Résiduels)
- Des D.I.B (Déchets Industriels Banals) triés (cartons, papiers, plastiques par type, déchets verts, bois, métal, plâtres, gravats, encombrant)
- Des D.I.B en mélange. (Principalement carton papier)
- Déchets de mobilier (en fonction de l'évolution de l'Eco-organisme)
- De nouvelles filières (exemple : filière plastique en mélange)

#### **Pour le lot 2**

- Les déchets alimentaires en vrac et operculés (dans son emballage)

#### **Pour le lot 3**

- Les déchets alimentaires en vrac pour le site de Renée Sabran

### **1.3 Pré requis**

Les DASRI, l'ensemble des déchets dangereux, les déchets radioactifs, Les DEEE sont hors périmètre du marché.

Le prestataire est un professionnel de l'élimination des déchets. A ce titre, il connaît les caractéristiques physico- chimiques des déchets concernés et produits par les hôpitaux.

## **ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ**

### **Lot 1**

Le prestataire assure les prestations suivantes pour les déchets le concernant :

- La mise à disposition de matériels d'entreposage (incluant les bacs ou hors bacs selon les sites) avec maintenances préventive et curatives des matériels.
- L'enlèvement et le transport des déchets depuis le lieu de production jusqu'aux lieux de traitement ou de regroupement.
- Le traitement des déchets
- La mise à disposition d'un releveur laveur pour lever et laver les bacs sur les Hôpitaux Croix Rousse (HCR), Pierre Garraud (PG), Hôpital Edouard Herriot (HEH), Groupement Est (GHE), Centre Hospitalier Lyon Sud (HLS), avec maintenances préventives et correctives.
- Le suivi mensuel et annuel des coûts et des poids des déchets par site permettant le suivi de chaque site le suivi général HC, le suivi des Etablissement parties avec cumul des tonnages et cout des sites

En annexes du CCTP figurent les documents suivants par site et par type de déchets :

- Tableau des matériels actuellement en place et de leur rotation
- Tableau des tonnages produits
- Descriptif des sites hospitaliers GHE, HEH, HLS et HCR

### **Lot 2**

Le prestataire assure les prestations suivantes pour les déchets alimentaires **en vrac et operculés** (emballés) le concernant :

- La mise à disposition de matériels d'entreposage propres et désinfectés, conforme à l'enlèvement des déchets alimentaires.
- L'enlèvement et le transport des déchets depuis le lieu de production jusqu'aux lieux de regroupement puis de traitement.
- Le traitement des déchets conforme à la réglementation avec un retour à la terre (soit par méthanisation soit par compostage)

### **Lot 3**

Le prestataire assure pour le site de l'Hôpital Renée Sabran, les prestations suivantes pour les déchets alimentaires **en vrac** le concernant :

- La mise à disposition de matériels d'entreposage propres et désinfectés, conforme à l'enlèvement des déchets alimentaires.
- L'enlèvement et le transport des déchets depuis le lieu de production jusqu'aux lieux de regroupement puis de traitement.
- Le traitement des déchets conforme à la réglementation avec un retour à la terre (soit par méthanisation soit par compostage)

### **ARTICLE 3 – PRESTATIONS DE SERVICE ATTENDUES**

Le prestataire respecte les engagements qu'il a pris dans son mémoire technique sous peine d'application des pénalités prévues au CCAP.

Le titulaire garantit la bonne exécution des différentes prestations de manière continue et régulière tout au long du marché.

Pour l'ensemble des prestations faisant l'objet du marché, le prestataire doit :

#### **1. Tout mettre en œuvre afin qu'elles soient exécutées :**

- Selon les normes en vigueur (code du travail, code de la route, arrêtés municipaux,)
- Selon les règles de l'art pratiquées en fonction des domaines d'activités,

**2. Assurer la maintenance** (préventive et corrective) des moyens matériels qu'il met à disposition permettant d'assurer des prestations conformes aux exigences du présent CCTP.

**3. Proposer des projets réalisables d'optimisation**, d'innovation et de promotion du développement durable, en tenant compte des contraintes internes (financières et organisationnelles) et externes des établissements du groupement de commande (cf. art. 4.7).

**4. Assurer un suivi qualitatif** et statistique et mettre en œuvre les moyens de restitution (réunions,) et de transmission (accès Internet,) de ces informations aux établissements du groupement de commandes (cf. art. 4.7).

#### **5. Valorisation des matières**

Indiquer les filières de valorisation des déchets et les indices de valorisation associés pour l'établissement des bons de rachat

#### **6. Sensibilisation RSE**

Dans un but de sensibiliser au tri citoyen, le prestataire propose des visites de centre de tri (exemple : centre de tri plastique, centre de tri ou de traitement des déchets alimentaires, papier), pour le personnel des sites hospitaliers.

## **ARTICLE 4 – BESOINS A SATISFAIRE ET CONDITION D'EXECUTION**

### *4.1 – Généralités*

Le prestataire respecte les engagements qu'il a pris dans son mémoire technique sous peine d'application des pénalités prévues au CCAP.

En cas d'incident (ex : dysfonctionnement, anomalie,) et/ou d'interruption même partielle, des prestations (ex : panne, défaillance individuelle, grève du personnel...), le titulaire informe par tout moyen et dans les meilleurs délais, le coordonnateur de la fonction déchets des HCL ainsi que le référent déchet de groupement ou de l'établissement concerné.

Le titulaire remédie sans délai aux dysfonctionnements relevant de sa responsabilité et de ses obligations contractuelles.

Toutes modifications de quelque nature que ce soit doivent être portées à la connaissance du référent du ou des sites concernés. Cette information est transmise par écrit afin d'en assurer la traçabilité.

### *4.2 Mise à disposition des matériels nécessaires à l'entreposage des déchets*

Pour faciliter le tri au niveau des sites hospitaliers, le prestataire propose une identification du flux sur les contenants déposés. Sur les zones de déchets, l'affichage peut être fixe pour les compacteurs ou benne à demeure. L'objectif est que l'utilisateur de la benne voit à quel déchet est destiné le contenant, déposé par le prestataire. Cet affichage est intégré dans le coût de la prestation.

#### **4.2.1 La mise à disposition de matériel adapté :**

Tout au long du marché, le prestataire met, à disposition des producteurs, des matériels d'entreposage adaptés aux :

- Typologies des déchets ;
- Volumes produits par typologie de déchets ;
- Contraintes d'exploitation exprimées, tant en termes de surface disponible que de conditions d'accès, de localisation, ...
- Exigences liées à des normes ou des protocoles des sites.

Ils peuvent être mis à disposition des sites producteurs de façon permanente ou provisoire.

Ils sont **neufs ou reconditionnés** et adaptés en fonction des filières, des contraintes d'établissement et de l'appréciation du prestataire.

Dans le cas de mise à disposition de compacteurs équipés de basculeur-releveurs, ceux-ci sont susceptibles de soulever tous types de bacs collecteurs (équipés de préhensions latérales ou ventrales).

Il est demandé la mise à disposition de **cinq releveurs basculeurs laveurs de bacs** pour les sites de Pierre Garraud, Centre Hospitalier Est, Hôpital Edouard Herriot, Hôpital de la Croix Rousse, Centre Hospitalier Lyon Sud.

Ce releveur laveur utilisé quotidiennement sur les 5 sites, doit être le plus ergonomique possible.

Ce matériel devra pouvoir prendre en charge des bacs de 660 à 1000 litres, assurer le lavage intérieur et extérieur du bac, avec un détergent. Il sera précisé le temps de lavage, lavage et dépose du bac, la puissance par buse. Il est indispensable que la puissance et le positionnement des buses (ex buses rotatives) permettent un lavage des bacs sans laisser de résidus.

#### **4.2.2 L'enlèvement du matériel :**

Le prestataire décrit pour chaque type de matériel le nombre de matériel prévu pour prévoir le turnover sur les sites HCL.

En fonction des besoins de chaque site et pour les matériels mis à disposition de façon permanente, il peut être mis fin à une location après un préavis écrit d'un mois. Il en est de même pour une modification de capacité. En outre, certains sites membres du groupement de commande pourront avoir recours au prestataire pour une location/ maintenance de bacs à déchets via l'émission de bons de commande.

Le titulaire remplit et suit tout au long du marché un tableau indiquant le-les matériels mis en place, par site., le type le nombre.

#### **4.2.3 La mise à disposition de matériel et enlèvements pour les demandes ponctuelles :**

Les prestations de mises en place et d'enlèvements de dispositifs d'entreposage en ponctuelle, sont commandées uniquement par le référent déchets du site ou personne désignée par lui.

Pour les dispositifs dont l'enlèvement est préalablement planifié, le titulaire respectera l'organisation qu'il aura décrite dans son mémoire technique.

Le titulaire propose un outil de demande ou un document facilitant la communication pour les demandes ponctuelles

Après commande du référent, le prestataire met à disposition le contenant au **maximum sous 48h00**.

Les jours de commande des enlèvements se font du lundi au vendredi.

S'il ne peut assurer la commande dans les délais impartis, et à moins d'un accord avec le référent, les pénalités prévues au CCAP sont appliquées.

#### **4.2.4 La mise à disposition de matériel et enlèvements pour les demandes ponctuelles :**

Le prestataire met à disposition des matériels en état de marche et opérationnels 7j/7 et 24h/24, comprenant les organes de sécurité fixés réglementairement.

Il présente un plan de démarrage indiquant notamment les dates prévisionnelles d'installation de chaque matériel ainsi que les modalités pratiques et opérationnelles de ces installations.

Le matériel doit faire l'objet :

##### **1. De maintenance préventive :**

Le titulaire fait procéder aux contrôles réglementaires des compacteurs conformément aux engagements de son mémoire technique (fréquences, planning d'intervention par site, contenu du rapport d'intervention...). Ces interventions sont obligatoirement programmées et validées avec le référent.

##### **2. De maintenance corrective :**

Le titulaire fait procéder aux interventions nécessaires à la continuité de l'exploitation.

Les plages d'interventions sont prévues du lundi 8h00 au samedi 14h00.



Pour toute maintenance, le titulaire doit avertir le référent déchets ou adjoint de la date et heure d'intervention. Le non-respect de cette règle de communication entraîne des pénalités.

Le prestataire respecte ses engagements quant aux modalités de mise en œuvre de la maintenance corrective, conformément à son mémoire technique.

Il respecte les exigences fixées en termes de délais (cf. art. 4.6).

En cas de panne, la remise en marche des matériels mis à disposition est à la charge du prestataire notamment pour les cas suivants :

- Par phénomène d'usure.
- Suite à mauvaise manipulation d'un opérateur du prestataire.

En cas de panne, la remise en marche des matériels mis à disposition est à la charge des établissements du groupement de commande notamment pour les cas suivants :

- Suite à mauvaise manipulation d'un opérateur du groupement de commande. Dans ce cas, le prestataire en apporte la preuve. Un rapport écrit sera établi et envoyé à Direction des Services Economiques de l'établissement sous 8 jours. La remise en marche sera facturée aux établissements du groupement de commandes sur la base du coût d'intervention d'un technicien (cf. bordereau des prix) et du prix de la pièce justifiée par la facture du fournisseur.
- L'installation électrique non conforme

Chacune des interventions de maintenance, qu'elle soit préventive ou corrective, fait l'objet d'un rapport qui sera transmis systématiquement au référent déchets du site et au coordinateur de la fonction déchet des HCL. Tous les événements sont consignés dans un livret propre à chaque matériel.

#### **4.2.5 : La mise à disposition de matériel propre :**

Les matériels, mis à disposition, notamment les compacteurs, sont maintenus dans un état correct de propreté. Ils sont entretenus de manière planifiée et selon le protocole précisé dans le mémoire technique.

Un nettoyage **minimum semestriel**, avec un produit détergent désinfectant, est prévu et planifié pour chaque compacteur DMA. Le prestataire indique quel est le produit (marque, dilution, Fiche de données sécurité) utilisé. Le compacteur doit être débarrassé de tous les déchets qui restent collés à l'intérieur. L'extérieur du compacteur est lavé et désinfecté avant retour sur site.

Le prix de cette prestation est inclus dans le cout de location du compacteur.

Si un des sites reçoit un compacteur qu'il juge très sale ou malodorant, il pourra déclencher la demande en amont du planning.

Chacune des opérations est reportée dans le registre mis à la disposition du référent.

Les bennes mises à disposition doivent être propres et intègres. Le titulaire pourra demander le changement immédiat si l'état du contenant est non conforme à ses attentes.

#### **4.2.6 La mise en service du matériel :**

Le prestataire assure la mise en service des dispositifs permanents et temporaires. Il fournit et met en œuvre les moyens permettant d'exploiter de manière optimale les matériels (exemple pour les compacteurs : rails de guidage qu'il fournit et installe) conformément au mémoire technique.

Les rails de guidage doivent protéger les dalles de béton des zones déchets et devront être les plus longues possibles (Plaques larges (40cm), longues (6m) et épaisses (10mm)).

Ces rails de guidage ou tous autres dispositifs permettant la dépose des matériels devront être régulièrement vérifiés.

#### **4.2.7 La formation du personnel du site au maniement du matériel :**

Dans le cadre de la mise en service du matériel et tout au long du marché, le prestataire forme les personnels sur les sites de production des établissements du groupement de commandes. Ces formations sont dédiées aux fonctions de collecte, au maniement du matériel et notamment des compacteurs conformément aux engagements du mémoire technique (dates, temps prévu par site...) La liste des agents formés est transmise au référent déchets du site. La formation est à renouveler, sans surcout, pour chaque personnel nouvel arrivant.

#### *4.3 – Enlèvement et transport des déchets vers les lieux de traitement ou de regroupement :*

##### *4.3.1 – Description générale :*

La prestation consiste à enlever et transporter les déchets triés ou en mélange, déchets alimentaires, depuis les lieux de production et/ou d'entreposage des établissements jusqu'aux centres de traitement, de regroupement ou de tri.

Les déchets sont pesés avec du matériel de pesée embarqué pour les enlèvements autres que compacteur et bennes. Le processus de pesée est décrit pour chaque type de déchets.

Le prestataire se conforme aux autorisations réglementaires dont il dispose pour assurer toutes les opérations de collecte et ce, pour l'ensemble des déchets concernés.

Les enlèvements se font en conformité avec les exigences du site (lieux d'entrée et sortie), respect des horaires et du circuit dans le site. Les pauses des chauffeurs ne sont pas autorisées sur les sites.

Le titulaire établit lors de chaque collecte « un bon d'enlèvement » sur lequel figure le poids des déchets traités. Un exemplaire est transmis aux référents déchets et aux personnes contact sur site dans les meilleurs délais.

Le titulaire décrit dans son mémoire technique pour chacun des sites et pour chaque type de déchet, les étapes suivantes : circuit de la prise en charge à l'exutoire final, les éventuelles manutentions, les transferts, tous les refus de tri par type de déchets, etc. Le producteur doit pouvoir suivre le circuit du déchet avec toutes les étapes et contrôles.

Il respecte les engagements du mémoire technique quant aux modalités (moment et lieu) de pesée ou de comptage des déchets collectés, permettant d'établir la facturation.

Pour chaque typologie de déchets produit, les organisations générales prévues en termes de collecte :

- Sont celles décrites dans le mémoire technique sous forme d'un planning, pour chaque site producteur.
- Permettent la limitation des nuisances sonores.  
Sont conformes aux conditions d'exploitation des sites producteurs décrits en annexes du présent CCTP (production, accès...).
- Sont susceptibles d'être modifiées en fonction de l'évolution des quantités de déchets produits, des moyens d'entreposage et des organisations.

Les dispositifs de transport utilisés pour assurer ces prestations sont :

- Ceux décrits dans le mémoire technique pour chacune des filières.
- En bon état, propres, conformes à la réglementation en vigueur.

- Remplacés en cas de panne, afin d'assurer la continuité des prestations notamment selon les exigences fixées en termes de délais (cf. art. 4.6).

En cas de déversements accidentels de déchets lors d'opérations de chargement ou de déchargement de dispositifs d'entreposage au sein d'un site producteur, l'agent du prestataire assure la mise en propreté de la surface, éventuellement souillée, par ses propres moyens.

#### 4.3.2 – Personnels :

Le prestataire met à disposition des personnels ayant reçu les formations obligatoires et disposant des habilitations nécessaires à l'activité.

Le prestataire respecte les engagements de son mémoire technique.

Les agents assurant la collecte respectent le code de la Route et les conditions de circulations fixées par chacun des sites producteurs.

Leur comportement est courtois et adapté aux exigences de la vie hospitalière. Le prestataire veille tout particulièrement au comportement de ses personnels envers les patients qu'ils sont susceptibles de croiser.

Dans le cas de personnel remplaçant, le titulaire s'engage à ce qu'il soit informé des contraintes d'exploitation et de sécurité, déclinées dans l'annexe du CCTP.

#### 4.4 Traiter les déchets triés ou en mélange, Déchets alimentaires

La prestation consiste à traiter l'ensemble des déchets visés dans le marché selon des modalités conformes à la Réglementation en vigueur.

**Concernant le flux Déchets non dangereux résiduels DND (ou DMA ou DAOM) ou pour tout autre flux désigné dans le CCTP**, le titulaire s'engage à trouver un exutoire de secours en cas de fermeture ou d'indisponibilité du site de traitement ou de valorisation indiqué dans le mémoire technique.

Le transfert éventuel vers un autre site se fera aux frais du titulaire, quel qu'en soit le motif.

Les référents en seront avertis par courriel.

#### 4.5 Erreur de tri

Lors du déchargement, si le prestataire constate la présence de déchets non conformes dans un flux identifié, il doit :

- Avertir immédiatement le référent du site concerné.
- Echanger avec le référent pour lui apporter des informations permettant l'identification de la provenance interne du déchet (étiquette visible, n° UF indiqué, photo du déchet, etc.).
- Pour des DASRI :
  - Utiliser le fût polypropylène DASRI mis à sa disposition par le groupement de commandes pour sécuriser le déchet
  - Le référent déchets du site se chargera du transport du contenant pour retour sur le site producteur.

#### 4.6 – Délais d'exécution

Dans le cas du non-respect des délais ci-dessous, les pénalités prévues au CCAP sont appliquées.

**Pour les demandes de matériels :**

Après commande du référent, le prestataire met à disposition le contenant au **maximum sous 48h00**, et à moins d'un accord avec le référent.

Les jours de commande des enlèvements se font du lundi au vendredi.

#### **Pour la mise en place de matériels :**

En cas de retard ou d'avance :

- **Supérieur à 30 minutes**, dans la mise en place, le retrait, l'échange d'un dispositif d'entreposage, le référent doit obligatoirement être informé par tous moyens.
- **Supérieur à 4h00**, qu'elle qu'en soit la raison et même s'il a averti le référent, les pénalités sont appliquées.

#### **Pour les problèmes techniques :**

- Un délai de réponse **de 2 heures maximum** pour un problème technique
- Le nombre de panne par matériel (compacteur et releveur) ne doit pas être supérieur à **1 panne par mois**.
- Le prestataire met à disposition un matériel de remplacement permettant la continuité de l'élimination, dans un délai **maximum de 4 heures**, si la réparation ne peut être assurée.

#### *4.7 – Délais de communication :*

##### **Suivi mensuel**

- Point teams avec la coordination Déchets HCL planifié chaque début d'année, et les référents technique et commerciaux du marché (balayage du mois précédent)
- Document de synthèse à jour du mois précédant (reporting mensuel du mois N le mois suivant), selon le format validé avec la coordination Déchets (tonnages par type de déchet et par site, cout par type de Déchets et par site, valorisation par type de déchets et par site. Synthèse des Tonnage, cout valorisation HCL pour une vision globale  
Ce reporting est envoyé au coordonnateur HCL. La forme du reporting doit être conforme aux besoins des HCL et pourra être discutée au démarrage du marché.
- Registre chronologique ou sont consignés les déchets sortants des sites qu'il a pris en charge.
- Point sur les maintenances des matériels

##### **Suivi trimestriel**

- Point teams élargi avec la coordination Déchets HCL, les correspondants des sites du GHT et les référents technique et commerciaux du marché (balayage du trimestre précédent), Ces points sont planifiés chaque début d'année.
- Visite du prestataire sur chaque site hospitaliers HCL ou sur demande pour les autres sites afin de vérifier avec le référent déchets du site la cohérence du parc, proposer des améliorations ou un retour fonctionnement. Pour assurer la traçabilité, il est transmis par le prestataire, au coordonnateur déchets HCL, un Compte rendu écrit de ce passage

##### **Suivi annuel (premier trimestre de l'année N+1)**

- **Comité de pilotage** : il est organisé par le prestataire, avec le directeur et le prescripteur de de la Direction de la Production et la Logistique, le service achat HCL du marché, le pilote prestataire du marché :
  - Analyse des résultats du groupement de commande globalement, ainsi que ceux de chacun des établissements.

- Recensement et présentation des dysfonctionnements liés à l'exploitation.
- Présentation d'un registre retraçant les prestations effectuées sur les sites comme la maintenance, le lavage des matériels, ...
- Elaborer et planifier dans un délai maximal d'un mois suivant la réunion, les actions correctives adaptées.
- **Plan d'amélioration** : Le prestataire proposera un plan d'amélioration pour les filières en place, et/ou de nouvelles filières de valorisation.  
Ce document sera présenté officiellement au groupement de commande. Chaque proposition fera l'objet d'une analyse fine et de propositions d'actions permettant d'atteindre les objectifs fixés ci-dessus.  
Les établissements au groupement de commande sont seuls décisionnaires des actions retenues. Une fois validées, celles-ci seront **mises en œuvre dans un délai de 3 mois**.
- **Indicateurs de suivi RSE** : Transmission du nombre de kilomètre parcouru en année N-1 pour réaliser la prestation, du volume de carburant associé, calcul du bilan carbone pour chaque établissement, etc.

#### 4.8 – Plan Blanc :

Chaque établissement de santé est doté d'un dispositif de crise dénommé Plan Blanc qui lui permet de mobiliser immédiatement les moyens de toute nature dont il dispose en cas d'afflux de patients ou de victimes ou pour faire face à une situation sanitaire exceptionnelle. Ce plan a pour objectif de mobiliser l'hôpital face à la crise, d'éviter la désorganisation, d'assurer la continuité du fonctionnement des services et de prendre le relais des secours pré hospitaliers. Il prévoit et organise les différentes fonctions à mobiliser au sein de l'hôpital. Les circonstances pouvant conduire au déclenchement du Plan Blanc sont très variées : accidents routiers ou autoroutiers, accidents ferroviaires ou aériens, accidents industriels, actes de terrorisme, rassemblements de foule, intoxications collectives chimiques ou alimentaires, évacuation d'un établissement de santé ou d'une maison de retraite suite à une catastrophe naturelle (Inondation) ou accidentelle (incendie), situation sanitaire exceptionnelle (canicule, pandémie grippale...) etc...

Dans ce cadre, la production de déchets, toutes filières confondues, est susceptible d'augmenter de manière considérable. Le prestataire met en œuvre en lien avec les référents les moyens décrits dans son mémoire technique concernant :

-Les moyens matériels et humains susceptibles d'être mobilisés, et les délais nécessaires à leur déploiement.

-Les quantités de déchets supplémentaires susceptibles d'être pris en charge.

### **ARTICLE 5 – BESOINS SPECIFIQUES PAR FILIERE :**

#### 5.1 – Filière DMA

Les productions sont mentionnées en annexe du CCTP. Ce tonnage évolue notamment en raison du développement de nouvelles filières de valorisation, comme les déchets de cuisine et de table et les plastiques qui entraînent de fait un transfert du tonnage des DMA sur ces nouvelles filières.

Cette production est susceptible d'évoluer en fonction des organisations des différents établissements du groupement de commandes. Le prestataire accompagne les établissements du groupement de commandes conformément au CCTP.

Les HCL ont un **accord avec la Métropole de LYON**. La Métropole applique chaque année la priorisation sur l'UTVE de Gerland, du flux DMA des HCL (120 Tonnes par jour), tant que les capacités des deux usines de la Métropole le permettent. Cet accord est contractualisé avec le prestataire retenu via une convention avec la Métropole en début de marché.

Le prestataire applique aux HCL, **la tarification publiée chaque année** par la délibération de la métropole.

Si la filière de la métropole est saturée, le prestataire devra les orienter vers d'autres exutoires.

**Les compacteurs DMA** sont équipés d'un fenestron du côté du poste de commande, permettant de visualiser aisément le contenu des bacs déversés dans la trémie et d'en extraire sans danger un déchet non-conforme. Le dispositif est ainsi conçu que, lorsque le fenestron donnant sur la trémie est ouvert, la compaction s'arrête automatiquement.

Leur **enlèvement se fait avec la dépose d'un matériel vide** pour éviter la rupture de prestation sur le site

Le prestataire respecte l'organisation demandée d'avoir une collecte **les jours fériés dont le 1er mai**. En fonction des sites et du positionnement du jour férié dans la semaine, l'annulation éventuelle de la collecte pourra être discutée avec chaque référent de site.

Un accord formel du référent de site est nécessaire pour valider cette annulation.

Les DMA du groupement de commandes sont obligatoirement traités par **incinération** dans un site conforme à la Réglementation en vigueur et disposant des arrêtés d'exploitations nécessaires ainsi que les exutoires de secours (minima 2). Il est fait une exception en acceptant un traitement autre que l'incinération pour l'hôpital Renée Sabran

## 5.2 – Filière DCT

### Situation actuelle à juin 2025 :

La filière Déchets de Cuisine et de Table (DCT) s'est mise en place depuis 2013 sur les HCL. Les DCT sont collectés dans les selfs et sur l'unité centrale de production Alimentaire (UCPA) de Saint Priest. Les HCL produisent sur chaque site actuellement collecté, des déchets en vrac et des déchets operculés (emballés).

Pour le site de Renée Sabran, la collecte des DCT inclut aussi les unités de soins avec des DCT uniquement en vrac.

Nous avons actuellement, sur les sites HCL, un enlèvement avec des caisses palettes de 500L. Le prestataire peut proposer d'autres contenants.

Les filières de valorisation pourront être différentes en fonction des sites et devront être explicitées par site.

### Situation à venir : Déploiement de la filière dans les unités de soins

L'année 2025 est une année de transition avec la mise en place d'un projet de collecte des déchets dans les unités de soins sur les établissements lyonnais. Les services testeurs ont été choisis sur les sites et les essais de collecte vont démarrer à partir de septembre.

Les objectifs sont de valider le circuit interne de collecte et les tonnages produits. Des tonnages estimatifs des DCT dans les unités de soins sont indiqués dans les annexes du CCTP.

La mise en place de cette filière et la gestion de ce projet est prise en charge par les référents déchets de chaque site. Ainsi, cette nouvelle filière ne nécessite pas de besoins en accompagnement de projet

du prestataire. Pendant la phase de tests et la mise en place définitive, les HCL solliciteront le prestataire pour des supports de communication afin de sensibiliser le personnel hospitalier.

### 5.3 Filière plastique

Depuis quelques années, les HCL se sont engagés dans le tri des plastiques, pour permettre leur valorisation en s'orientant sur des gisements mono plastique, identifiables par les producteurs, produits en quantité sur quelques services.

#### Situation actuelle

- Le tri des nouettes, biberons de 70ML produit dans les 3 maternités des HCL (PP)
- Le tri des sacs parachute (avec puce RFID) et sacs kangourou collectés sur les centres de biologie (PEHD)
- Le tri des bouteille dite Versol (PP), contenant pour eau stérile et chlorure de sodium, collectés dans les blocs car gros producteur. Ce tri est, petit à petit, étendu sur les autres producteurs en fonction de leurs consommations.
- Le tri des films plastique sur les sites logistiques

#### Situation au second semestre 2025

- Mise en place du projet PVC avec la société Vinyle plus, en support, sur deux blocs HCL (HEH et Lyon Sud). Les matériels PVC ont été identifiés en amont sur ces deux blocs par la pharmacie centrale et seront triés spécifiquement.  
La filière en aval est en cours de construction pour une utilisation dans la filière des sols plastiques.

#### Objectif 2026

Au regard de la difficulté du tri des plastiques par nature et de la place pour le tri dans les services hospitaliers, nous envisageons :

- Un tri des plastiques en mélange dans tous nos services
- Une collecte de ces sacs plastiques (contenant adapté) par le prestataire
- Un tri à organiser par le prestataire pour séparation des plastiques et valorisation

C'est dans cet objectif que nous avons organisé en mars 2025, sur l'Hôpital de la Croix Rousse, un tri sur une journée et pour tous les services de tous les plastiques produits.

Ont été exclu de cette phase de test, les plastiques souillés, les gants ; et les barquettes alimentaires pour permettre de conserver ces plastiques en vue de la caractérisation.

Les poids obtenus pendant le test ont permis une projection du volume et tonnage de plastique à collecter sur les sites hospitaliers en fonction du nombre de lits.

Vous trouverez en annexe du CCTP les projections de poids de plastique sur chaque site hospitalier.

La mise en place de cette filière va nécessiter des besoins en accompagnement du prestataire. Pendant la phase de projet et la mise en place définitive, Les HCL solliciteront le prestataire pour proposer une organisation des collectes et du tri.



## **ARTICLE 6 – La facturation**

Une réunion est organisée en début de marché pour faire le lien entre les articles HCL et les libelles des factures afin de clarifier les libelles pour tous les parties prenantes.

La facturation du prestataire **se fait par site** en indiquant un numéro de commande.

Pour cela, les établissements fournissent un numéro de bon de commande annuel.

Le mois de facturation concerné doit être clairement indiqué sur la facture.

Pour les prestations ponctuelles, le libellé de la ligne de facturation doit indiquer les dates de pose-échange -retrait des dites bennes.

Les prestations exceptionnelles font l'objet d'une facturation spécifique.

Les prestations facturées sont validées par chaque site, pour permettre ensuite la liquidation de la facture par le site concerné, puis son paiement par la recette des finances.

Lorsqu'une facture est erronée, elle fait l'objet d'un **avoir complet** et d'une refacturation.

Il est à noter que la Blanchisserie inter hospitalière est un Groupement de Coopération Sanitaire et qu'à ce titre, elle a une adresse de facturation spécifique (hors HCL), ainsi que les établissements partie (propre Siret).

Pour éviter les titres de recette avec des petits montants, les bons de rachat seront envoyés annuellement et par site.





## ANNEXES

*E25\_0500\_CCTP\_Annexe 1\_Equipements et frequence enlevement*

*E25\_0500\_CCTP\_Annexe 2\_Sites et contacts*

*E25\_0500\_CCTP\_Annexe 3\_Tonnage*

*E25\_0500\_CCTP\_Annexe 4\_Présentation des sites*

- *Croix Rousse*
- *Frederic Dugoujon*
- *GHE*
- *Henry Gabrielle*
- *Lyon Sud*
- *Pierre Garraud*
- *Ste Eugénie*
- *Plan de masse Hopital Croix Rousse*
- *Plan de masse Frederic DUGOUJON*
- *Plan de masse Pierre Garraud*